

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE

UEC1 1977



Distr.  
GENERALE  
A/32/461  
15 décembre 1977  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session  
Point 92 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA RHODESIE DU SUD

Rapport de la Quatrième Commission

Rapporteur : M. Gürsel DEMIROK (Turquie)

1. A sa 5ème séance plénière, le 23 septembre 1977, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa trente-deuxième session une question intitulée :

"Question de la Rhodésie du Sud : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux"

et de la renvoyer à la Quatrième Commission.

2. La Quatrième Commission a examiné la question à sa 25ème et de sa 27ème à sa 35ème séance, entre le 15 novembre et le 12 décembre 1977.

3. A la 27ème séance, le 30 novembre, le Rapporteur du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a présenté le chapitre VII du rapport du Comité (A/31/23/Add.1), relatif à la question.

4. Dans le cadre de l'examen de cette question, la Quatrième Commission était saisie des lettres ci-après adressées au Secrétaire général :

- a) Lettre de l'Egypte datée du 15 mars 1977 (A/32/61);
- b) Lettre du Ghana datée du 22 mars 1977 (A/32/63-S/12305);
- c) Lettres de Sri Lanka datées du 28 janvier, du 20 mai, du 3 juin et du 5 octobre 1977 (A/32/57, A/32/92, A/32/98-S/12340, A/32/266-S/12412);
- d) Lettre de la Mongolie datée du 14 juin 1977 (A/32/115-S/12347);

e) Lettre de la Jamahiriya arabe libyenne datée du 23 septembre 1977 (A/32/235);

f) Lettre de l'Union des Républiques socialistes soviétiques datée du 5 octobre 1977 (A/32/259).

En outre, la Commission était saisie d'une lettre datée du 6 juin 1977, adressée au Secrétaire général et émanant du Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et du Président par intérim du Conseil des Nations Unies pour la Namibie (A/32/109/Rev.1-S/12344/Rev.1).

5. Lors de l'examen de la question par la Quatrième Commission, M. Tirivafi Kangai et M. Callistus Ndlovu, représentants du Patriotic Front (Zimbabwe), mouvement de libération nationale du territoire, ont participé aux délibérations du Comité en qualité d'observateurs, conformément aux dispositions pertinentes de la résolution 3412 (XXX) de l'Assemblée générale, en date du 28 novembre 1975.

6. M. Kangai a fait des déclarations à la 27ème et à la 28ème séance, le 30 novembre et le 1er décembre. M. Ndlovu a fait des déclarations à la 29ème et à la 35ème séance, le 1er et le 12 décembre.

7. La Quatrième Commission a fait droit aux demandes d'audition suivantes concernant cette question :

<u>Pétitionnaires</u>	<u>Séance à laquelle il a été fait droit à la demande d'audition</u>
M. Romesh Chandra, Président du Conseil mondial de la paix (CMP) (A/C.4/32/6)	9ème
Le Rév. Michael Scott, Ligue internationale des droits de l'homme (A/C.4/32/10)	18ème
M. Bernard Rivers, Groupe Haslemere (A/C.4/32/10/Add.1)	23ème
Le Rév. Ndabaningi Sithole, Président de la Zimbabwe African National Union (ZANU) (A/C.4/32/10/Add.2)	28ème
M. Elton Razemba, représentant principal de l'African National Council of Zimbabwe /ANC (Zimbabwe) en Amérique du Nord (A/C.4/32/10/Add.3)	28ème

8. M. Chandra, M. Gordon Schaffer, Mme Karen Talbot et M. Camillo Perez du CMP ont fait des déclarations concernant, entre autres choses, la question à la 25ème séance, le 15 novembre. Le Rév. Scott et M. Rivers ont fait des déclarations à la 27ème séance, le 30 novembre. M. Razemba a fait une déclaration à la

28ème séance, le 1er décembre. Le Rév. Sithole a fait des déclarations à la 28ème séance et, avec l'accord de la Commission, à la 29ème séance, le 1er décembre.

9. Le débat général sur la question s'est déroulé de la 27ème à la 35ème séance, entre le 30 novembre et le 12 décembre.

10. A sa 25ème séance, le 15 novembre, sur la proposition du représentant de l'Angola et après une déclaration du Président concernant les incidences administratives et financières y relatives, la Quatrième Commission a décidé sans objection que la déclaration faite par M. Chandra pendant la séance serait reproduite in extenso (A/C.4/32/L.30).

11. A sa 27ème séance, sur la proposition du représentant du Ghana et après une déclaration du Président concernant les incidences administratives et financières y relatives, la Quatrième Commission a décidé sans opposition que la déclaration faite à cette séance par le représentant du Patriotic Front (Zimbabwe) ainsi que les déclarations du Rév. Scott et de M. Rivers seraient reproduites in extenso dans le compte rendu de la séance. A la même séance, sur la proposition du représentant des Pays-Bas et après une déclaration du Président concernant les incidences administratives et financières y relatives, la Quatrième Commission a décidé que la déclaration faite pendant la séance par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord serait reproduite in extenso dans le compte rendu de la séance.

12. A la 34ème séance, le 12 décembre, le représentant de la République-Unie du Cameroun a présenté les projets de résolution A et B relatifs à la question (A/C.4/32/L.31) qui ont eu finalement pour auteurs les Etats Membres suivants : Algérie, Angola, Bangladesh, Bénin, Burundi, Chypre, Comores, Congo, Cuba, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Inde, Irak, Jamahiriya arabe lybienne, Kenya, Madagascar, Mali, Mozambique, Nigéria, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Tchad, Togo, Tunisie, Viet Nam, Yougoslavie et Zambie.

13. A la 35ème séance, le 12 décembre, le représentant du Royaume-Uni a proposé oralement de modifier le projet de résolution A (A/C.4/32/L.31) en ajoutant au préambule le nouvel alinéa (onzième) ci-après :

"Prenant note des négociations faisant suite à la résolution 415 (1977) du Conseil de sécurité, en date du 29 septembre 1977, et de l'initiative prise actuellement par la Puissance administrante en vue de l'accession du Zimbabwe à l'indépendance,".

A la même séance, le représentant du Royaume-Uni a retiré son amendement.

14. A la même séance, la Quatrième Commission a pris les décisions suivantes au sujet des projets de résolution A et B (A/C.4/32/L.31) :

a) Le projet de résolution A a été adopté sans opposition (voir le paragraphe 15 ci-après);

b) Le projet de résolution B a été adopté par 112 voix contre zéro, avec 10 abstentions (voir le paragraphe 15 ci-après).

#### RECOMMANDATIONS DE LA QUATRIEME COMMISSION

15. La Quatrième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution suivants :

Question de la Rhodésie du Sud

A

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question de la Rhodésie du Sud (Zimbabwe),

Ayant examiné les chapitres pertinents du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 1/,

Tenant compte de la Déclaration de Maputo pour le soutien aux peuples du Zimbabwe et de la Namibie et du Programme d'action pour la libération du Zimbabwe et de la Namibie, adoptés par la Conférence internationale pour le soutien aux peuples du Zimbabwe et de la Namibie, qui s'est tenue à Maputo du 16 au 21 mai 1977 2/, ainsi que de la Déclaration de Lagos pour l'action contre l'apartheid, adoptée le 26 août 1977 par la Conférence mondiale pour l'action contre l'apartheid, réunie à Lagos du 22 au 26 août 1977 3/,

Ayant entendu la déclaration du représentant de la Puissance administrante 4/,

Ayant entendu les déclarations des représentants du mouvement de libération nationale qui ont participé à l'examen de la question en qualité d'observateurs 5/,

Rappelant ses résolutions 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, 2621 (XXV) du 12 octobre 1970, contenant le Programme d'action pour l'application intégrale de la Déclaration, ainsi que toutes les autres résolutions relatives à la question de la Rhodésie du Sud adoptées par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et le Comité spécial,

Ayant présent à l'esprit le fait que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en sa qualité de Puissance administrante, a la responsabilité primordiale de mettre fin à la situation critique en Rhodésie du Sud (Zimbabwe) qui, comme le Conseil de sécurité l'a affirmé maintes fois, constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales,

---

1/ A/32/23 (première à cinquième partie), chap. I, II et IV à VI; A/32/23/Add.1, chap. VII.

2/ A/32/109/Rev.1-S/12344/Rev.1, annexe V.

3/ A/CONF.91/9 (publication des Nations Unies, numéro de vente : 77.XIV.2), vol. I, sect. X.

4/ A/C.4/32/SR.27.

5/ A/C.4/32/SR.27 à 29 et 35.

Réaffirmant que toute tentative pour négocier l'avenir du Zimbabwe avec le régime illégal sur la base de l'indépendance avant l'instauration d'un gouvernement par la majorité contreviendrait aux droits inaliénables du peuple du territoire et serait contraire aux dispositions de la Charte des Nations Unies et de la résolution 1514 (XV),

Condamnant le sabotage délibéré par le régime illégal de la minorité raciste des efforts nombreux et intenses déployés pour parvenir à un règlement négocié au Zimbabwe sur la base d'un gouvernement par la majorité,

Ayant présentes à l'esprit les résolutions relatives au Zimbabwe adoptées par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa quatorzième session ordinaire qui s'est tenue à Libreville du 2 au 5 juillet 1977 6/,

Soulignant la lourde responsabilité qui incombe à la communauté internationale de prendre toutes les mesures possibles pour appuyer cette lutte, afin de réduire au minimum les épreuves et les souffrances du peuple du Zimbabwe,

Indignée par l'emprisonnement et la détention arbitraires de dirigeants politiques et autres, le massacre de combattants de la liberté et le déni continu des droits fondamentaux de la personne humaine, en particulier les brutalités, les tortures et les assassinats dont sont victimes des villageois innocents, sans raison aucune, les mesures criminelles arbitraires de châtement collectif et les mesures destinées à créer au Zimbabwe un Etat pratiquant l'apartheid,

Rendant hommage à la ferme détermination du peuple du Zimbabwe, sous la direction de son mouvement de libération nationale, d'accéder à la liberté et à l'indépendance et convaincue que l'unité et la solidarité de ce peuple sont indispensables à la réalisation rapide de cet objectif,

Indignée et profondément préoccupée par les actes continus d'agression contre les Etats indépendants africains voisins y compris la toute récente agression contre le Mozambique 7/ qui a causé des pertes en vies humaines et des destructions matérielles,

1. Réaffirme le droit inaliénable du peuple du Zimbabwe à l'auto-détermination, à la liberté et à l'indépendance et la légitimité de la lutte qu'il mène pour obtenir par tous les moyens dont il dispose la jouissance de ce droit, comme le prévoit la Charte des Nations Unies et conformément aux objectifs de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

2. Réaffirme le principe qu'il ne saurait y avoir d'indépendance avant l'instauration d'un gouvernement par la majorité au Zimbabwe et que tout règlement relatif à l'avenir du territoire doit être élaboré avec l'entière participation du peuple du Zimbabwe et conformément à ses véritables aspirations;

---

6/ Voir A/32/310.

7/ S/12466.

3. Condamne la poursuite de la guerre de répression que le régime illégal de la minorité raciste mène contre le peuple du Zimbabwe et l'intensification des mesures d'oppression qu'il prend contre ce peuple;

4. Condamne vigoureusement le régime illégal de la minorité raciste pour s'être livré de façon continue à des actes d'agression brutale et à des menaces contre le Mozambique, la Zambie et le Botswana;

5. Condamne vigoureusement l'Afrique du Sud pour le soutien qu'elle continue d'apporter au régime illégal de la minorité raciste, au mépris des dispositions de toutes les résolutions et décisions des Nations Unies sur la question de la Rhodésie du Sud;

6. Demande au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dans l'exercice de sa responsabilité primordiale de Puissance administrante, de prendre toutes mesures efficaces pour assurer l'accession du Zimbabwe à l'indépendance, conformément aux aspirations de la majorité de la population, et de n'accorder au régime illégal, en quelque circonstance que ce soit, aucun des pouvoirs ou des attributs de la souveraineté;

7. Appuie fermement le peuple du Zimbabwe dans sa lutte pour exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance par tous les moyens dont il dispose;

8. Réaffirme les dispositions pertinentes de la Déclaration de Maputo pour le soutien aux peuples du Zimbabwe et de la Namibie et du Programme d'action pour la libération du Zimbabwe et de la Namibie, en particulier la disposition demandant que l'on prête assistance aux Etats de première ligne victimes d'actes répétés d'agression commis par le régime minoritaire raciste 8/;

9. Exige :

a) La cessation immédiate de toutes les mesures répressives prises par le régime illégal de la minorité raciste contre le peuple du Zimbabwe, en particulier les meurtres et les exécutions arbitraires d'Africains et de combattants de la liberté perpétrés par ce régime, les brutalités commises dans la "zone d'opérations", la fermeture arbitraire de zones africaines, l'éviction, le transfert et la réinstallation d'Africains et la création de camps de concentration;

b) La mise en liberté inconditionnelle et immédiate de tous les prisonniers et détenus politiques et de toutes les personnes frappées d'interdiction, la levée de toutes les restrictions qui entravent l'activité politique et l'établissement de la pleine liberté démocratique et de l'égalité des droits politiques, ainsi que la restitution à la population des droits fondamentaux de la personne humaine;

---

8/ A/32/109/Rev.1-S/12344/Rev.1, annexe V, par. 21 et 39.

c) L'arrêt de l'afflux d'immigrants étrangers dans le territoire et le retrait immédiat de tous les mercenaires du territoire;

d) La cessation immédiate de tous les actes d'agression et de toutes les menaces contre les Etats africains voisins;

10. Demande à tous les Etats de prendre toutes les mesures efficaces nécessaires en vue d'empêcher la publicité visant à attirer des mercenaires et le recrutement de mercenaires pour la Rhodésie du Sud;

11. Prie tous les Etats de fournir immédiatement une assistance matérielle importante aux Gouvernements du Mozambique et du Botswana pour leur permettre de renforcer leur capacité de défense afin de sauvegarder efficacement leur souveraineté et leur intégrité territoriale;

12. Prie tous les Etats, directement et par leur action dans les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies dont ils sont membres, ainsi que les organisations non gouvernementales intéressées et les divers programmes relevant du système des Nations Unies, d'apporter au peuple du Zimbabwe et à son mouvement de libération nationale, en consultation et en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine, toute l'assistance morale, matérielle, politique et humanitaire nécessaire dans sa lutte pour le rétablissement de ses droits inaliénables;

13. Invite tous les gouvernements, les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, les organes de l'Organisation des Nations Unies intéressés et les organisations non gouvernementales s'intéressant particulièrement à la décolonisation, ainsi que le Secrétaire général, à prendre des mesures, selon qu'il conviendra, pour assurer par tous les moyens dont ils disposent la diffusion générale et suivie d'informations sur la situation au Zimbabwe et sur les décisions et actions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, en insistant particulièrement sur l'application des sanctions contre le régime illégal;

14. Prie le Gouvernement du Royaume-Uni de continuer à coopérer avec le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux à l'exécution du mandat que l'Assemblée générale lui a confié et de faire rapport à ce sujet au Comité spécial et à l'Assemblée, lors de sa trente-troisième session;

15. Prie le Comité spécial de continuer à examiner en tant que question prioritaire la situation dans le territoire et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa trente-troisième session.

/...



B

L'Assemblée générale,

Ayant adopté la résolution A ci-dessus concernant la question de la Rhodésie du Sud (Zimbabwe),

Déplorant vivement la collaboration croissante, en violation du paragraphe 5 de l'Article 2 et de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies et des décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, que certains Etats, en particulier l'Afrique du Sud, maintiennent avec le régime illégal de la minorité raciste, faisant ainsi sérieusement obstacle à l'application effective des sanctions et des autres mesures qui ont été prises jusqu'à présent contre le régime illégal,

Profondément troublée par les violations nombreuses des sanctions imposées par l'Organisation des Nations Unies, y compris l'exploitation d'aéronefs sud-rhodésiens aux fins du transport international de passagers et de marchandises, ainsi que le maintien en activité de bureaux d'information et d'agences de compagnies d'aviation du régime illégal à l'extérieur de la Rhodésie du Sud, et, de ce fait, l'afflux de touristes étrangers dans le territoire,

Considérant que les événements dans la région appellent en particulier une action internationale positive et concertée en vue d'imposer un isolement maximal au régime illégal,

Profondément préoccupée par le fait que les mesures approuvées par le Conseil de sécurité n'ont pas jusqu'ici permis de mettre fin au régime illégal et convaincue que les sanctions ne pourront mettre fin à ce régime que si elles sont générales et obligatoires, si leur application est strictement supervisée et si des mesures sont prises contre les Etats qui les violent,

Réaffirmant les dispositions pertinentes de la Déclaration de Maputo pour le soutien aux peuples du Zimbabwe et de la Namibie et du Programme d'action pour la libération du Zimbabwe et de la Namibie adoptés par la Conférence internationale pour le soutien aux peuples du Zimbabwe et de la Namibie, réunie à Maputo du 16 au 21 mai 1977, en particulier celles ayant trait aux sanctions contre le régime illégal 2/,

Consciente des besoins économiques pressants et particuliers du Mozambique et de la Zambie, découlant de l'application intégrale par ces pays des décisions pertinentes du Conseil de sécurité,

1. Condamne énergiquement la politique de ces gouvernements, en particulier du Gouvernement sud-africain, qui, en violation des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et en contravention flagrante des obligations expresses qui leur incombent en vertu du paragraphe 5 de l'Article 2 et de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies, continuent à collaborer avec le régime illégal de la minorité raciste, et demande à ces gouvernements de cesser immédiatement cette collaboration;

---

2/ Ibid., annexe V.

2. Condamne toutes les violations des sanctions obligatoires imposées par le Conseil de sécurité ainsi que le fait que certains Etats Membres continuent à ne pas appliquer strictement **les sanctions, ce qui est contraire aux obligations** qu'ils ont assumées en vertu du paragraphe 5 de l'Article 2 et de l'Article 25 de la Charte;

3. Condamne l'Afrique du Sud pour l'appui qu'elle continue à apporter au régime illégal de la minorité raciste en Rhodésie du Sud, en violation des résolutions du Conseil de sécurité relatives aux sanctions contre ce régime;

4. Demande à tous les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait :

a) De prendre des mesures rigoureuses afin d'assurer le strict respect, par toutes les personnes physiques ou morales relevant de leur juridiction, des sanctions imposées par le Conseil de sécurité et d'interdire toute forme de collaboration de leur part avec le régime illégal;

b) De prendre des dispositions effectives pour empêcher ou décourager l'émigration en Rhodésie du Sud (Zimbabwe) d'individus ou de groupes d'individus relevant de leur juridiction;

c) De mettre fin à tous actes qui pourraient conférer un semblant de légitimité au régime illégal, notamment en interdisant le fonctionnement et les activités d'"Air Rhodesia", de l'"Office national de tourisme rhodésien" et du "Bureau d'information rhodésien", ainsi que toutes autres activités contraires aux buts et objectifs des sanctions;

d) D'invalider les passeports et autres documents délivrés aux fins de voyages dans le territoire;

e) De prendre des mesures efficaces contre les sociétés et institutions internationales qui fournissent du pétrole et des produits pétroliers au régime illégal de Rhodésie du Sud;

5. Prie tous les Etats, directement et par leur action dans les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies dont ils sont membres, ainsi que les divers programmes relevant **des organismes des Nations Unies** d'apporter aux Gouvernements du Mozambique et de la Zambie toutes les formes d'assistance financière, technique et matérielle nécessaires pour leur permettre de surmonter les difficultés économiques qu'entraîne pour eux l'application des sanctions économiques imposées contre le régime illégal et de réparer les graves pertes économiques et les destructions résultant des actes d'agression commis par le régime, et prie le Conseil de sécurité d'examiner périodiquement la question de l'assistance économique à ces deux gouvernements;

6. Estime qu'il est de toute nécessité que la portée des sanctions décidées contre le régime illégal soit élargie de manière à inclure toutes les mesures envisagées à l'Article 41 de la Charte, et demande à nouveau au Conseil de sécurité d'envisager de prendre d'urgence les dispositions nécessaires à cet égard;

7. Prie le Conseil de sécurité d'imposer un embargo obligatoire sur les livraisons de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud, étant donné que ce pétrole et ces produits pétroliers sont transportés **d'Afrique du Sud** en Rhodésie du Sud;

8. Prie le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de suivre l'application de la présente résolution et invite le Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) concernant la question de la Rhodésie du Sud à continuer de coopérer aux travaux **entrepris dans ce sens par le Comité spécial.**

-----